

Champ d'application.

Article 1. § 1er. Au sens de la présente loi , est considéré comme détective privé toute personne physique qui, dans un lien de subordination ou non, exerce habituellement, contre rémunération et pour le compte d'autrui, des activités consistant à:

1. rechercher des personnes disparues ou des biens perdus ou volés;
2. recueillir des informations relatives à l'état civil, à la conduite, à la moralité et à la solvabilité de personnes;
3. réunir des éléments de preuve ou constater des faits qui donnent ou peuvent donner lieu à des conflits entre personnes ou qui peuvent être utilisés pour mettre fin à ces conflits;
4. rechercher des activités d'espionnage industriel;
5. exercer toute autre activité définie par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

§ 2. Les personnes qui exercent les activités visées au § 1er exclusivement dans le cadre de la profession de journaliste, huissier de justice, notaire, avocat, généalogiste ne sont pas considérées comme détective privé. Le Roi arrête la liste des autres professions et activités qui ne sont pas considérées comme activités de détective privé.

(§ 3. Les informations obtenues à la suite de ces activités doivent être réservées au client et destinées à être utilisées exclusivement à son avantage.) <Erratum, M.B. 11-02-1993, p. 3081>

CHAPITRE II. - Autorisation.

Art. 2. § 1er. (Nul ne peut exercer la profession de détective privé ou se faire connaître comme tel s'il n'a pas préalablement obtenu à cette fin l'autorisation du Ministre de l'Intérieur après avis de la Sûreté de l'Etat et du procureur du Roi de la résidence principale légale de l'intéressé et, à défaut, du Ministre de la Justice.) <L 2004-05-07/42, art. 25, 004; En vigueur : 03-06-2004>

Cette autorisation est accordée pour un terme de cinq ans et peut être renouvelée pour des périodes de dix ans. Elle peut être suspendue et retirée conformément aux dispositions de l'article 18. (Elle peut être retirée à la demande du détective privé autorisé, selon la procédure déterminée par le Roi.) <L 1996-12-30/37, art. 2, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Sans préjudice des dispositions de l'article 6 , l'autorisation peut exclure l'exercice de certaines activités et l'utilisation de certains moyens et méthodes ou les subordonner à des conditions spécifiques.

(Alinéa 4 abrogé) <L 1996-12-30/37, art. 2, 003; En vigueur : 14-02-1997>

La décision accordant ou refusant l'autorisation doit être notifiée au demandeur dans les six mois de la demande.

Lors de l'octroi de l'autorisation est délivrée au détective privé une carte d'identification dont le modèle est fixé par le Ministre de l'Intérieur. Seul le titulaire d'une telle carte d'identification peut porter le titre de détective privé.

§ 2. (Abrogé) <1996-12-30/37, art. 2, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Art. 3. <L 1996-12-30/37, art. 3, 003; En vigueur : 14-02-1997> § 1er. Lorsque le demandeur a un lieu d'établissement en Belgique, l'autorisation n'est accordée que s'il remplit les conditions suivantes :

1° ne pas avoir été condamné, même avec sursis, du chef d'une infraction quelconque à un emprisonnement de six mois ou à une peine correctionnelle moindre pour violation de domicile, violation du secret de la correspondance, coups et blessures volontaires, vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la pudeur, viol, infraction à la législation relative aux armes et aux stupéfiants, infractions prévues aux articles 379 à 386ter du Code pénal, corruption de fonctionnaires, usage de faux noms, recel, émission de chèques sans provision, faux serment, fausse monnaie, infraction aux articles 259bis et 314bis du Code pénal, infraction à l'article 111 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques et économiques, infraction à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, infractions à l'article 227 du Code pénal.

Les personnes qui, à l'étranger, ont été condamnées pour des faits similaires par un jugement coulé en force de chose jugée ou celles qui ont été condamnées à l'étranger à un emprisonnement d'au moins six mois du chef d'une infraction quelconque, sont réputées ne pas satisfaire à la condition prévue ci-dessus;

2° être ressortissant d'un état membre de l'Union européenne;

3° ne pas exercer simultanément d'activités dans une entreprise de gardiennage, une entreprise de sécurité ou un service interne de gardiennage, des activités relatives à la fabrication, au commerce et au port d'armes et au commerce de munitions ou tout autre activité qui, du fait qu'elle est exercée par un détective privé, peut constituer un danger pour l'ordre public ou pour la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

Est considéré d'office comme constituant un danger pour l'ordre public au sens de l'alinéa 1er, l'exercice concomitant de la profession de détective et d'une activité professionnelle donnant accès à des données à caractère personnel, sauf si la profession de détective est une composante inhérente à ladite activité;

4° satisfaire aux conditions de formation et d'expérience professionnelles arrêtées par le Roi;

5° ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, membre d'un service de police ou d'un service de renseignement tel que défini par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignement, ni titulaire d'une fonction militaire ou publique figurant sur une liste arrêtée par le Roi, ce délai étant porté à dix ans pour ceux qui ont été révoqués ou démis d'office de leur emploi;

6° être âgé de 21 ans accomplis.

§ 2. Lorsque le demandeur n'a pas de lieu d'établissement en Belgique, l'autorisation n'est accordée que si le demandeur remplit les conditions suivantes :

1° ne pas avoir subi une des condamnations visées au § 1er, 1°;

2° être ressortissant d'un état membre de l'Union européenne;

3° avoir fait choix d'un lieu d'établissement auprès d'un détective privé autorisé et établi en Belgique qui garantit que le demandeur respecte les articles 5, 6 et 7;

4° ne pas exercer, simultanément, en Belgique ou à l'étranger, une activité équivalente à celles mentionnées au § 1er, 3°;

5° avoir suivi avec succès la formation prévue conformément au § 1er, 4°, ou avoir bénéficié d'une formation équivalente;

6° ne pas avoir été, dans les cinq années qui précèdent la demande, membre d'un service ou titulaire d'une fonction assimilables à ceux mentionnés au § 1er, 5°;

7° être âgé de 21 ans accomplis.

§ 3. Le détective privé doit, pendant toute la période durant laquelle il exerce ses activités professionnelles, satisfaire aux conditions énumérées dans le présent article.

Le détective privé auprès duquel le détective visé au § 2 a fait choix d'un lieu d'établissement doit, pendant la même période, disposer de l'autorisation prévue à l'article 2, § 1er, alinéa 1er, et ne pas avoir fait l'objet d'une mesure de suspension ou de retrait de cette autorisation.

§ 4. Indépendamment de la vérification des conditions énumérées aux §§ 1er à 3, le ministre de l'Intérieur dispose d'un pouvoir d'appréciation relatif aux faits commis par le détective ou par le candidat détective qui, même s'ils n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale, constituent un manquement grave à la déontologie professionnelle et portent atteinte de ce fait au crédit de l'intéressé.

CHAPITRE III. - Conditions d'exercice.

Art. 4. La profession de détective privé ne peut être exercée qu'à titre principal, sauf dérogation accordée par le Ministre de l'Intérieur.

(La dérogation visée à l'alinéa 1er pourra être accordée :

- soit au détective privé dont l'activité constitue une composante inhérente à l'activité principale;

- soit au détective privé qui obtient pour la première fois l'autorisation d'exercer la profession. Dans ce cas l'autorisation d'exercice à titre accessoire ne sera conférée que pour le premier terme de cinq ans.)

<L 1996-12-30/37, art. 4, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Art. 5. (Il est interdit au détective privé d'espionner ou de faire espionner ou de prendre ou de faire prendre intentionnellement des vues de personnes qui se trouvent dans des lieux non accessibles au public, à l'aide d'un appareil quelconque, sans que le gestionnaire du lieu et les personnes concernées aient donné leur consentement à cette fin;) <L 1996-12-30/37, art. 5, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Il est interdit au détective privé d'installer , de faire installer ou de mettre à la disposition du client ou de tiers un appareil quelconque dans l'intention de commettre un des actes décrits (à l'alinéa 1er). <L 1996-12-30/37, art. 5, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Art. 6. <L 1996-12-30/37, art. 6, 003; En vigueur : 14-02-1997> Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, limiter ou interdire l'usage par les détectives privés de certains moyens et méthodes dans l'exercice de leurs activités.

Art. 7. Il est interdit au détective privé de recueillir sur les personnes qui font l'objet de ses activités professionnelles, des informations relatives à leurs convictions politiques , religieuses, philosophiques ou syndicales et à l'expression de ces convictions (ou relatives à leur appartenance mutualiste.) <L 1996-12-30/37, art. 7, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Il est interdit au détective privé de recueillir des informations relatives au penchant sexuel des personnes qui font l'objet de ses activités, sauf s'il s'agit d'un comportement contraire à la loi ou qui peut constituer un motif de divorce s'il agit à la requête d'un des conjoints.

Il est interdit au détective privé de recueillir des informations relatives à la santé (ou aux origines sociales ou ethniques) des personnes qui font l'objet de ses activités. <L 1996-12-30/37, art. 7, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Art. 8. (§ 1.) Le détective privé ou son employeur a l'obligation de conclure avec son client une convention écrite préalable qui, à peine de nullité, est signée par toutes les parties et comprend les mentions suivantes: <L 1996-12-30/37, art. 8, 003; En vigueur : 14-02-1997>

1. nom, prénoms et domicile de toutes les parties;
2. le cas échéant, les nom, prénoms et domicile du ou des détective(s) privé(s) qui, dans le cadre de la mission décrite, agi(ssen)t pour le compte d'un employeur;
3. une description précise de la mission confiée au détective privé et une indication quant à sa durée;
4. la rémunération horaire du détective privé;
5. les tarifs des frais;
6. le numéro de l'autorisation du détective privé;
7. l'obligation pour le détective privé de remettre le rapport visé à l'article 9;
8. le montant de la provision versée;
9. la date.

La nullité ne peut être invoquée par le client.

La provision versée par le client peut seulement comprendre :

- a) les frais prévisibles à engager pour l'exécution de la mission;
- b) un acompte sur les rémunérations.

(La convention écrite est conservée pendant cinq ans par le détective privé.) <L 1996-12-30/37, art. 8, 003; En vigueur : 14-02-1997>

(§ 2. Si le client est en même temps l'employeur du détective privé, le § 1er n'est pas d'application. Dans ce cas, le détective privé tient un registre des missions. Ce registre est complété à la date où le détective privé est chargé d'une mission. Il comprend les mentions suivantes : le nom du client,)a description précise de la mission, la date à laquelle le détective privé est chargé de la mission, ainsi que la date à laquelle la mission prendra fin.

Le registre est conservé pendant cinq ans par le détective privé.) <L 1996-12-30/37, art. 8, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Art. 9. (§ 1.) Après l'exécution de sa mission, le détective privé établit pour le client un rapport qui comporte les éléments suivants; <L 1996-12-30/37, art. 9, 003; En vigueur : 14-02-1997>

1. une description des activités effectuées, comportant les dates, lieux et heures où ces activités ont été effectuées;

2. un calcul précis de la rémunération et des frais.

Le rapport n'est établi qu'en deux exemplaires, dont l'un est destiné au client et l'autre est conservé pendant cinq ans par le détective privé. Chaque exemplaire porte une marque d'identification distincte.

Le rapport contient les pièces à conviction réunies par le détective privé dans le cadre de sa mission.

Le client ne doit procéder au paiement de la rémunération du détective privé ou du solde de celle-ci que lorsqu'il a reçu son exemplaire du rapport partiel ou définitif.

(§ 2. Si le client est en même temps l'employeur du détective privé, le § 1er, alinéa 1er, 2° et alinéa 4 ne sont pas d'application.) <L 1996-12-30/37, art. 9, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Art. 10. Sous réserve des dispositions de l'article 16, § 2, le détective privé ne peut divulguer à d'autres personnes qu'à son client ou à celles dûment mandatées par lui les informations qu'il a recueillies durant l'accomplissement de sa mission.

Il ne peut accepter de missions contraires aux intérêts du client pendant une période de trois ans à partir du rapport final.

Le détective privé ne peut mettre à la disposition de son client que les informations se rapportant à la mission décrite (dans la convention visée à l'article 8, § 1er ou dans le registre des missions visé à l'article 8, § 2.) <L 1996-12-30/37, art. 10, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Art. 11. Tout document émanant du détective privé dans le cadre de ses activités professionnelles mentionne le titre professionnel de détective privé et l'autorisation visée à l'article 2.

Art. 12. Dans l'exercice de ses activités professionnelles, le détective privé doit toujours être porteur de la carte d'identification mentionnée à l'article 2. Il doit remettre cette carte, pour le temps nécessaire au contrôle, à toute réquisition d'un membre d'un service de police ou d'un fonctionnaire ou agent visé à l'alinéa 1er de l'article 17.

Art. 13. Il est interdit au détective privé d'exercer ses activités pour des personnes de droit public, sauf accord du Ministre de l'Intérieur.

Art. 14. Il est interdit au détective privé de se présenter de quelque façon que ce soit comme membre d'un service de police ou d'un service public de renseignements.

Si le détective privé a fait partie d'un service de police ou d'un service public de renseignements, il ne peut en faire état dans l'exercice de ses activités professionnelles.

CHAPITRE IV. - Contrôle et sanctions.

Art. 15. Le Ministre de l'Intérieur fait annuellement, avant le 31 mars, rapport écrit aux Chambres sur l'application de la présente loi.

Art. 16. § 1er. Le Ministre de l'Intérieur qui accorde, renouvelle, suspend ou retire une autorisation à un détective privé en informe les instances suivantes:

(1° a) lorsque le détective privé a un lieu d'établissement en Belgique : le bourgmestre de la commune ou le détective privé est inscrit au registre de la population ainsi que celui de la commune ou le détective est établi;

b) lorsque le détective privé n'a pas de lieu d'établissement en Belgique : le bourgmestre de la commune ou le détective privé a fait choix de son lieu d'établissement en application de l'article 3, § 2, 3°.) <L 1996-12-30/37, art. 11, 003; En vigueur : 14-02-1997>

2° les autorités de gendarmerie territorialement compétentes pour ces communes;

3° le procureur du Roi territorialement compétent pour ces communes.

§ 2. Dans le cadre de la protection de la sûreté nationale, du maintien de l'ordre public, de la prévention ou de la recherche de faits punissables, le Ministre de l'Intérieur ou le Ministre de la Justice ou les autorités judiciaires, dans le cadre de leurs compétences respectives, peuvent requérir du détective privé les renseignements concernant une mission en cours ou exécutée nécessaires à la sûreté nationale, au maintien de l'ordre public et à la prévention ou à la recherche de faits punissables. Celui-ci est tenu d'y répondre sans délai.

Le détective privé n'est tenu de répondre à la demande d'information relative à une mission en cours ou exécutée, que dans la mesure où les personnes chargées de recueillir ces renseignements sont en possession d'un mandat spécifique délivré à cet effet par le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de la Justice ou l'autorité judiciaire, chacun dans le cadre de ses compétences.

(Sans préjudice de l'application de l'article 30 du Code d'instruction criminelle et de l'article 1er, 3° de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, le détective privé qui est chargé par son client de recherches ou d'enquêtes relatives à des faits qui constituent des crimes ou des délits ou qui, dans

l'accomplissement de sa mission, acquiert la connaissance de faits qui constituent des crimes ou des délits, doit en aviser sans délai et par écrit le procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel ce crime ou ce délit a été commis.) <L 1996-12-30/37, art.11, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Art. 16bis. <Inséré par L 1996-12-30/37, art. 12, En vigueur : 14-02-1997> Le détective privé, auprès duquel un détective privé non établi en Belgique a fait choix de son lieu d'établissement, exerce sur ce détective la surveillance nécessaire pour le respect de son obligation visée à l'article 3, § 2, 3°.

Il fait trimestriellement rapport au Ministre de l'Intérieur sur la manière dont le détective pour lequel il se porte garant s'acquitte de ses activités. Il est tenu d'informer les autorités compétentes de tout manquement du détective privé pour lequel il se porte garant aussitôt qu'il en a connaissance.

Art. 17. Le Roi désigne les fonctionnaires de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution. Ils ont le droit de dresser des procès-verbaux qui ont force probante jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal est adressée au contrevenant dans les quinze jours de la constatation de l'infraction.

(Dans l'exercice de leurs fonctions, les personnes visées à l'alinéa 1er peuvent :

1° avoir accès à l'agence du détective privé pendant les heures habituelles d'ouverture ou de travail;

2° procéder à toute enquête, tout contrôle et toute audition, prendre tous les renseignements qu'ils estiment nécessaires afin de s'assurer que les dispositions de cette loi et de ses arrêtés d'exécution soient respectées, et en particulier :

a) questionner, si elles le jugent nécessaire, toute personne ayant connaissance de faits pouvant être utiles au bon déroulement du contrôle;

b) se faire produire sur place les documents, pièces, registres, livres, disques, bandes magnétiques ou supports informatiques, qu'ils estiment nécessaires dans le cadre de leurs recherches et de leurs constatations et en prendre des extraits, des copies ou des doubles;

c) saisir, contre accusé de réception, les documents repris sous b) nécessaires à l'établissement de la preuve d'une infraction à cette loi ou à ses arrêtés d'exécution;

d) s'ils ont des raisons de croire à l'existence d'une infraction, entrer dans les locaux habités, moyennant l'autorisation préalable du juge du tribunal de police. Les visites dans les locaux habités devront s'effectuer entre huit et dix-huit heures par au moins deux fonctionnaires ou deux agents.

Les personnes visées à l'alinéa 1er, devront prendre les mesures nécessaires afin de respecter le caractère confidentiel des données personnelles dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mission et d'assurer que ces données seront exclusivement utilisées dans l'exercice de leur mission.

En cas de saisie d'un dossier relatif à l'exécution d'une prestation par le détective privé, celui-ci en avertit le client concerné.

Les fonctionnaires et les agents désignés par le Roi peuvent faire appel à l'assistance de la police communale et de la gendarmerie dans l'exercice de leurs fonctions.) <L 1996-12-30/37, art. 13, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Les fonctionnaires et agents désignés par le Roi peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, requérir l'assistance de la police communale et de la gendarmerie.

Art. 18. Le Ministre de l'Intérieur peut, conformément à une procédure , à fixer par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, suspendre l'autorisation pour un terme de six mois au plus, ou la retirer si le détective privé n'observe pas les dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.

Les décisions prévues à l'alinéa 1er sont motivées et sont prises après avoir entendu les intéressés.

Art. 19. (Les auteurs des infractions à l'article 2 sont passibles d'une amende de 1 000 francs à 10 000 francs et d'un emprisonnement de huit jours à six mois ou d'une de ces peines seulement. Les auteurs des infractions à l'article 7 sont passibles d'une amende de 1 000 francs à 100 000 francs et d'un emprisonnement de huit jours à six mois, ou d'une de ces peines seulement) <L 1996-12-30/37, art. 14, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Les auteurs des infractions aux articles 4,5 et 8 de la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de l'article 6 de la présente loi sont passibles d'une amende de 1000 à 10000 francs.

Les auteurs des infractions aux articles 9,12,13,(...),16 et 17 de la présente loi sont passibles d'une amende de 100 à 1000 francs. <L 1996-12-30/37, art. 14, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Les auteurs des infractions visées à l'article 10 sont punis des peines prévues à l'article 458 du Code pénal; lorsque les informations divulguées sont relatives à la vie des personnes , elles sont punies d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 500 à 20000 francs ou d'une de ces peines seulement.

(Les auteurs des infractions à l'article 14 sont punis des peines prévues à l'article 227 du Code pénal.) <L 1996-12-30/37, art. 14, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Les dispositions du livre premier du Code pénal, en ce compris le chapitre VIII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues (aux alinéas 1er à 5). <L 1996-12-30/37, art. 14, 003; En vigueur : 14-02-1997>

En cas de récidive dans les deux ans après la communication, les peines minimales et maximales seront doublées.

CHAPITRE V. - Dispositions modificatives; transitoires et finales.

Art. 20. § 1er. Chaque détective privé ayant obtenu une autorisation est débiteur d'un prélèvement annuel destiné à couvrir les frais d'administration, d'investissement et de contrôle rendus nécessaires par l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution. (Le montant du prélèvement est fixé à 15000 francs). <L 1996-12-30/37, art. 15, 003; En vigueur : 14-02-1997>

Ce montant est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants; (à cette fin, les montants sont liés à l'indice-pivot 140,77). <L 1996-12-30/37, art. 15, 003; En vigueur : 14-02-1997>

§ 2. Un fonds des entreprises de gardiennage, des entreprises de sécurité, des services internes de gardiennage et des détectives privés est inscrit au budget du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Le produit du prélèvement est affecté au budget des Voies et Moyens de l'Etat et est destinée à alimenter le fonds des entreprises de gardiennage, des entreprises internes de gardiennage et des détectives privés.

Le fonds est utilisé pour couvrir les frais d'administration, d'investissement et de contrôle nécessaires pour l'application de la présente loi et de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage, ainsi que leurs arrêtés d'exécution.

(§ 3. Le prélèvement est dû à partir de l'année pendant laquelle le détective privé obtient son autorisation et est proportionnel au nombre de mois durant lesquels l'exercice de la profession est autorisé.

L'imposition du prélèvement a lieu une fois par an, dans le courant du mois de mars. Pour une première autorisation, l'imposition du prélèvement aura lieu immédiatement.

Le Roi désigne les fonctionnaires et agents du ministère de l'Intérieur qui sont chargés de la perception et du recouvrement du prélèvement et du contrôle du respect des obligations y afférentes.) <L 1996-12-30/37, art. 15, 003; En vigueur : 14-02-1997>

§ 4. Le Roi détermine les modalités de paiement du prélèvement.

Le montant du prélèvement est notifié par lettre recommandée à la poste et le paiement est effectué dans les deux mois de l'imposition du prélèvement.

Dans un délai de trente jours à partir de la notification, le redevable peut exercer , par lettre recommandée , un recours auprès du Ministre de l'Intérieur , qui statue dans les trente jours. Par lettre recommandée motivée, adressée au redevable , le Ministre de l'Intérieur peut proroger une période de trente jours.

Si, à l'issue du délai visé au § 4 , alinéa 2, le Ministre de l'Intérieur n'a pas statué , le recours du redevable est réputé être agréé.

§ 5. Le redevable n'acquittant pas le prélèvement dans le délai légal est tenu de payer une amende administrative égale à la moitié de l'imposition.

Les fonctionnaires visés au § 3 , quatrième alinéa, peuvent appliquer l'amende administrative pour toute infraction aux dispositions du présent article ainsi que des arrêtés pris en son exécution.

Ils délivrent une contrainte . La signification de cette contrainte se fait par exploit d'huissier.

La contrainte est régie par les dispositions contenues dans la cinquième partie du code judiciaire.

Le Ministre de l'Intérieur statue sur les requêtes ayant pour objet la remise des amendes.

Art. 21. <Disposition modificative de l'art. 21 de la L 1990-04-10/33>

Art. 22. <L 1996-12-30/37, art. 16, 003; En vigueur : 14-02-1997> § 1er. Le détective qui exerçait déjà ses activités professionnelles le 15 avril 1991, ne doit pas satisfaire à la condition de formation visée respectivement à l'article 3, § 1er, 4°, et à l'article 3, § 2, 5°, s'il a demandé l'autorisation visée à l'article 2, au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de la présente disposition.

Il ne doit pas satisfaire à la condition prévue respectivement à l'article 3, § 1er, 5°, et à l'article 3, § 2, 6°, sauf s'il a été destitué ou démis d'office de ses fonctions.

§ 2. La preuve de l'exercice des activités professionnelles le 15 avril 1991 peut être fournie par tous les moyens de preuve écrits à l'exception de l'attestation.

Art. 23. <Disposition modificative des § 3 et 4 de l'art. 22 de la L 1990-04-10/33>

Art. 23bis. <inséré par L 1997-07-18/44, art. 17, En vigueur : 28-08-1997> Il est créé un Conseil consultatif de la sécurité privée, qui a pour mission de conseiller le Ministre de l'Intérieur sur la politique relative aux matières visées dans la présente loi ainsi qu'aux matières connexes.

Le Roi détermine la composition, les tâches et l'organisation de ce conseil.

Art. 24. La présente loi entre en vigueur un an après sa publication au Moniteur belge, à l'exception du présent article qui entre immédiatement en vigueur.

Le Roi peut toutefois fixer, pour toute autre disposition de la présente loi, une date antérieure d'entrée en vigueur.

Toepassingsgebied.

Artikel 1. § 1. In de zin van deze wet wordt als privé-detective beschouwd elke natuurlijke persoon die gewoonlijk, al of niet in ondergeschikt verband, tegen betaling en voor een opdrachtgever activiteiten uitoefent bestaande uit:

1° het opsporen van verdwenen personen of verloren of gestolen goederen;

2° het inwinnen van informatie omtrent burgerlijke stand, gedrag, moraliteit en vermogenstoestand van personen;

3° het verzamelen van bewijsmateriaal voor het vaststellen van feiten die aanleiding geven of kunnen geven tot conflicten tussen personen, of die aangewend kunnen worden voor het beëindigen van die conflicten;

4° het opsporen van bedrijfsspionage;

5° elke andere activiteit bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

§ 2. De personen die de in § 1 bedoelde activiteiten uitoefenen uitsluitend in het kader van het beroep van journalist, gerechtsdeurwaarder, notaris, advocaat, genealoog, worden niet als privé-detective beschouwd. De Koning stelt de lijst van andere beroepen en activiteiten vast die niet als activiteiten van privé-detective worden beschouwd.

(§ 3. De informatie die ten gevolge van het uitoefenen van deze activiteiten wordt verkregen, moet uitsluitend bestemd zijn voor de opdrachtgever en bedoeld om in zijn voordeel te worden aangewend.)
<Erratum, B.St. 11-02-1993, p. 3081>

HOOFDSTUK II. - Vergunning.

Art. 2. § 1. (Niemand mag het beroep van privé-detective uitoefenen of zich als dusdanig bekend maken, indien hij daartoe vooraf geen vergunning heeft gekregen van de Minister van Binnenlandse

Zaken, na advies van de Veiligheid van de Staat en van de procureur des Konings van de wettige hoofdverblijfplaats van de betrokkene en, bij ontstentenis ervan, de Minister van Justitie.) <W 2004-05-07/42, art. 25, 004; Inwerkingtreding : 03-06-2004>

Die vergunning wordt verleend voor een termijn van vijf jaar en kan voor termijnen van tien jaar worden vernieuwd. Zij kan worden geschorst en ingetrokken overeenkomstig artikel 18. (Zij kan worden ingetrokken op verzoek van de vergunde privé-detective overeenkomstig de door de Koning bepaalde procedure.) <W 1996-12-30/37, art. 2, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Onverminderd het bepaalde in artikel 6, kan de vergunning het uitoefenen van bepaalde activiteiten en het gebruik van bepaalde middelen en methoden uitsluiten of aan specifieke voorwaarden onderwerpen.

(Lid 4 opgeheven) <W 1996-12-30/37, art. 2, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

De beslissing waarbij de vergunning wordt verleend of geweigerd, moet binnen zes maanden na de aanvraag ter kennis worden gebracht van de aanvrager.

Bij het verlenen van de vergunning wordt aan de privé-detective een identificatiekaart afgegeven, waarvan het model wordt vastgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken. Alleen de houder van zodanige identificatiekaart mag de titel van privé-detective voeren.

§ 2. (Opgeheven) <W 1996-12-30/37, art. 2, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Art. 3. <W 1996-12-30/37, art. 3, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997> § 1. Indien de aanvrager een vestigingsplaats in België heeft, wordt de vergunning slechts verleend indien hij voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° niet veroordeeld zijn, zelfs niet met uitstel, tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens enig misdrijf, of tot een lagere correctionele straf wegens huisvredebreuk, schending van het briefgeheim, opzettelijk toebrengen van slagen of verwondingen, diefstal, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschrifte, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, inbreuk op de wapenwetgeving en de wetgeving op de verdovende middelen, misdrijven bepaald bij artikel 379 tot 386ter van het Strafwetboek, omkoping van ambtenaren, gebruikmaking van valse namen, heling, uitgifte van ongedekte cheques, meineed, valsmunterij, overtreding van de artikelen 259bis en 314bis van het Strafwetboek, overtreding van artikel 111 van de wet van 21 maart 1991 houdende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, overtreding van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, overtredingen van artikel 227 van het Strafwetboek.

Personen die wegens soortgelijke feiten in het buitenland een in kracht van gewijsde gegane veroordeling hebben opgelopen of die in het buitenland veroordeeld zijn tot een gevangenisstraf van

tenminste zes maanden wegens enig misdrijf, worden geacht niet aan de hierboven gestelde voorwaarde te voldoen;

2° onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

3° niet tegelijkertijd activiteiten uitoefenen in een bewakingsonderneming, een beveiligingsonderneming of een interne bewakingsdienst, activiteiten betreffende de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en de handel in munitie dan wel enige andere activiteit verrichten die, doordat ze door een privé-detective wordt uitgeoefend, een gevaar kan opleveren voor de openbare orde of voor de in- of uitwendige veiligheid van de Staat.

Wordt ambtshalve beschouwd als houdende een gevaar voor de openbare orde in de zin van het eerste lid, de gelijktijdige uitoefening van het beroep van detective en van een beroepsactiviteit die toegang geeft tot persoonsgegevens, tenzij het beroep van detective een inherent bestanddeel van de genoemde activiteit is;

4° voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en ervaring;

5° sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politie- of inlichtingendienst zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning bepaalde lijst, met dien verstande dat die termijn op tien jaar wordt gebracht voor degenen die werden afgezet of van ambtswege ontslagen uit het ambt;

6° volle 21 jaar oud zijn.

§ 2. Indien de aanvrager geen vestigingsplaats in België heeft, wordt de vergunning slechts verleend indien hij voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° geen van de in § 1, 1°, bedoelde veroordelingen opgelopen hebben;

2° onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

3° een vestigingsplaats hebben gekozen bij een in België gevestigde vergunde privé-detective die ervoor instaat dat de aanvrager de artikelen 5, 6 en 7 naleeft;

4° niet tegelijkertijd in België of in het buitenland een activiteit uitoefenen die gelijkwaardig is aan de in § 1, 3°, vermelde activiteiten;

5° met goed gevolg de ingevolge § 1, 4°, bepaalde opleiding beëindigd of een gelijkwaardige opleiding genoten hebben;

6° in de loop van de vijf jaar die aan de aanvraag voorafgaan, geen lid zijn geweest van een dienst of geen ambt hebben bekleed, dat gelijkgesteld kan worden met deze vermeld in § 1, 5°;

7° volle 21 jaar oud zijn.

§ 3. De privé-detective moet gedurende de gehele periode tijdens welke hij zijn beroepswerkzaamheden uitoefent, voldoen aan de in dit artikel opgesomde voorwaarden.

De privé-detective bij wie de in § 2 bedoelde detective zijn vestigingsplaats heeft gekozen, moet gedurende dezelfde periode over de in artikel 2, § 1, eerste lid, bepaalde vergunning beschikken en mag niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een schorsing of intrekking van deze vergunning.

§ 4. Onafhankelijk van de verificatie van de in §§ 1 tot 3 opgesomde voorwaarden, beschikt de minister van Binnenlandse Zaken over een appreciatiebevoegdheid betreffende de door de detective of de kandidaat detective gepleegde feiten die, zelfs als ze niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een strafrechtelijke veroordeling, een ernstige tekortkoming van de beroepsdeontologie uitmaken en daarom raken aan het vertrouwen in de betrokkene.

HOOFDSTUK III. - Uitoefeningsvoorwaarden.

Art. 4. Het beroep van privé-detective mag, behoudens uitzondering toegestaan door de Ministerie van Binnenlandse Zaken, enkel als hoofdberoep worden uitgeoefend.

(De in het eerste lid bedoelde uitzondering zal kunnen worden toegekend :

- hetzij aan de privé-detective waarvan de activiteit een inherent bestanddeel uitmaakt van de hoofdactiviteit;
- hetzij aan de privé-detective die voor de eerste maal de vergunning tot uitoefening van het beroep ontvangt. In dit geval zal de vergunning tot uitoefening als bijberoep slechts worden toegekend voor de eerste termijn van vijf jaar.) <W 1996-12-30/37, art. 4, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Art. 5. (Het is de privé-detective verboden personen die zich bevinden in niet voor het publiek toegankelijke plaatsen, met behulp van enig toestel te bespieden of te doen bespieden, of opzettelijk beelden van hen op te nemen dan wel te doen opnemen, zonder dat de beheerder van die plaats en de betrokken personen daarvoor hun toestemming hebben gegeven;) <W 1996-12-30/37, art. 5, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Het is de privé-detective verboden enig toestel op te stellen, te doen opstellen of ter beschikking te stellen van de opdrachtgever of van derden met het opzet een van de (in het eerste lid) omschreven handelingen te verrichten. <W 1996-12-30/37, art. 5, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Art. 6. <W 1996-12-30/37, art. 6, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997> De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het gebruik van bepaalde middelen en methoden door de privé-detectives in de uitoefening van hun activiteiten, beperken of verbieden.

Art. 7. Het is de privé-detective verboden betreffende de personen die het voorwerp zijn van zijn beroepsactiviteiten, informatie in te winnen omtrent de politieke, godsdienstige, filosofische of vakbondsovertuiging en omtrent de uiting van die overtuiging (of omtrent het lidmaatschap van een ziekenfonds). <W 1996-12-30/37, art. 7, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Het is de privé-detective verboden informatie in te winnen omtrent de seksuele geaardheid van de personen die het voorwerp zijn van zijn activiteiten, behalve indien het gaat om gedrag dat strijdig is met de wet of een reden tot echtscheiding kan opleveren indien hij optreedt op verzoek van een van de echtgenoten.

Het is de privé-detective verboden informatie in te winnen omtrent de gezondheid (of de raciale of etnische herkomst) van de personen die het voorwerp zijn van zijn activiteiten. <W 1996-12-30/37, art. 7, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Art. 8. (§ 1.) De privé-detective of zijn werkgever is verplicht om met de opdrachtgever een voorafgaande schriftelijke overeenkomst te sluiten die, op straffe van nietigheid, ondertekend wordt door alle partijen en de volgende vermeldingen bevat: <W 1996-12-30/37, art. 8, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

1° naam, voornaam en woonplaats van alle partijen;

2° in voorkomend geval, naam, voornaam en woonplaats van de privé-detective(s) die voor de omschreven opdracht optreedt of optreden voor rekening van een werkgever;

3° een nauwkeurige omschrijving van de opdracht waarmee de privé-detective wordt belast en een aanwijzing omtrent de duur ervan;

4° de uurbezoldiging van de privé-detective;

5° de kostentarieven;

6° het nummer van de vergunning van de privé-detective;

7° de verplichting voor de privé-detective om het in artikel 9 bedoelde verslag over te leggen;

8° het bedrag van het gegeven voorschot;

9° de dagtekening.

De nietigheid kan alleen door de opdrachtgever worden ingeroepen.

Het door de opdrachtgever gegeven voorschot mag enkel bestaan uit:

- a) de te verwachten kosten verbonden aan de uitvoering van de opdracht;
- b) een voorschot op de bezoldiging.

(De schriftelijke overeenkomst wordt gedurende vijf jaar door de privé-detective bijgehouden.) <W 1996-12-30/37, art. 8, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

(§ 2. Indien de opdrachtgever terzelfdertijd de werkgever van de privé-detective is, is § 1 niet van toepassing. In dit geval houdt de privé-detective een opdrachtenregister bij. Dit register wordt aangevuld op de datum dat de privé-detective met een opdracht wordt belast. Het bevat de volgende vermeldingen : de naam van de opdrachtgever, de nauwkeurige omschrijving van de opdracht, de datum waarop de privé-detective met de opdracht wordt belast en de datum waarop de opdracht wordt beëindigd.

Het register wordt gedurende vijf jaar door de privé-detective bijgehouden.) <W 1996-12-30/37, art. 8, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Art. 9. (§ 1.) Na de uitvoering van zijn opdracht maakt de privé-detective ten behoeve van de opdrachtgever een verslag op dat de volgende gegevens omvat: <W 1996-12-30/37, art. 9, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

1° een beschrijving van de verrichte activiteiten, met vermelding van de data, plaatsen en uren waarop die activiteiten zijn verricht;

2° een nauwkeurige berekening van de bezoldiging en de kosten.

Het verslag wordt slechts in twee exemplaren opgemaakt, waarvan het ene bestemd is voor de opdrachtgever, en het andere gedurende vijf jaar wordt bijgehouden door de privé-detective. Elk exemplaar draagt een afzonderlijk merkteken.

Het verslag bevat de overtuigingsstukken die de privé-detective in het kader van zijn opdracht heeft verzameld.

De opdrachtgever moet de bezoldiging van de privé-detective of het saldo pas betalen wanneer hij zijn exemplaar van het deel- of eindverslag ontvangen heeft.

(§ 2. Indien de opdrachtgever terzelfdertijd de werkgever van de privé-detective is, is § 1, eerste lid, 2° en vierde lid niet van toepassing.) <W 1996-12-30/37, art. 9, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Art. 10. Behoudens het bepaalde in artikel 16, § 2, mag de privé-detective de inlichtingen die hij bij het vervullen van zijn opdracht ingewonnen heeft, niet bekendmaken aan andere personen dan zijn opdrachtgever of degene die door deze behoorlijk zijn gemachtigd.

Hij mag gedurende een periode van drie jaar vanaf het eindverslag geen opdrachten aanvaarden strijdig met de belangen van de opdrachtgever.

De privé-detective mag zijn opdrachtgever enkel de informatie ter beschikking stellen die betrekking heeft op de opdracht zoals omschreven (in de overeenkomst bedoeld in artikel 8, § 1 of in het opdrachtenregister bedoeld in artikel 8, § 2.) <W 1996-12-30/37, art. 10, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Art. 11. Elk document dat van de privé-detective in het kader van zijn beroepswerkzaamheden uitgaat, maakt melding van de beroepstitel van privé-detective en van de in artikel 2 bedoelde vergunning.

Art. 12. De privé-detective moet de in artikel 2 vermelde identificatiekaart steeds bij zich dragen tijdens de uitoefening van zijn beroepswerkzaamheden. Hij moet deze kaart, voor de tijd nodig voor de controle, overhandigen bij elke vordering van een lid van een politiedienst of van een ambtenaar bedoeld in het eerste lid van artikel 17.

Art. 13. Het is de privé-detective verboden zijn activiteiten uit te oefenen ten behoeve van publiekrechtelijke rechtspersonen, behoudens toestemming van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 14. Het is de privé-detective verboden zich op enigerlei wijze voor te doen als lid van een politiedienst of een openbare inlichtingendienst.

Indien de privé-detective deel heeft uitgemaakt van een politiedienst of een openbare inlichtingendienst, mag hij in de uitoefening van zijn beroepswerkzaamheden daarvan geen melding maken.

HOOFDSTUK IV. - Controle en sancties.

Art. 15. De Minister van Binnenlandse Zaken brengt jaarlijks, voor 31 maart, aan de Kamers schriftelijk verslag uit over de toepassing van deze wet.

Art. 16. § 1. De Minister van Binnenlandse Zaken, die aan een privé-detective een vergunning verleent, of een vergunning vernieuwt, schorst of intrekt, brengt hiervan de volgende instanties op de hoogte:

(1° a) indien de privé-detective een vestigingsplaats in België heeft :

de burgemeester van de gemeente waar de privé-detective is ingeschreven in het bevolkingsregister alsook die van de gemeente waar de detective gevestigd is;

b) indien de privé-detective geen vestigingsplaats in België heeft : de burgemeester van de gemeente waar de privé-detective in toepassing van artikel 3, § 2, 3° zijn vestigingsplaats gekozen heeft.) <W 1996-12-30/37, art. 11, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

2° de territoriaal voor die gemeenten bevoegde rijkswachtoverheden;

3° de territoriaal voor die gemeenten bevoegde procureur des Konings.

§ 2. In het kader van de bescherming van de nationale veiligheid, de handhaving van de openbare orde en het voorkomen of opsporen van strafbare feiten kunnen de Minister van Binnenlandse Zaken of de Minister van Justitie of de gerechtelijke overheden, in het raam van hun respectieve bevoegdheden, aan de privé-detective de inlichtingen over een uitgevoerde of lopende opdracht opvragen die noodzakelijk zijn voor de nationale veiligheid, de handhaving van de openbare orde en het voorkomen of opsporen van strafbare feiten. Deze is gehouden hierop zonder verwijl te antwoorden.

Op de vraag om inlichtingen over een uitgevoerde of lopende opdracht moet de privé-detective enkel antwoorden voor zover de personen die zijn belast met het inwinnen van de inlichtingen, in het bezit zijn van een specifiek mandaat hiertoe verleend door de Minister van Binnenlandse Zaken, de Minister van Justitie of de gerechtelijke overheid, elk in het raam van zijn bevoegdheden.

(Onverminderd de toepassing van artikel 30 van het Wetboek van Strafvordering en van artikel 1, 3° van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, moet de privé-detective die door zijn opdrachtgever wordt belast met opsporingen en onderzoeken betreffende feiten die misdaden of wanbedrijven opleveren of die, bij het vervullen van zijn opdracht, kennis krijgt van feiten die misdaden of wanbedrijven opleveren, de procureur des Konings bij de rechtbank binnen het rechtsgebied waarvan die misdaad of dat wanbedrijf is gepleegd, hiervan dadelijk en schriftelijk op de hoogte stellen.) <W 1996-12-30/37, art. 11, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Art. 16bis. <Ingevoegd bij W 1996-12-30/37, art. 12, Inwerkingtreding : 14-02-1997> De privé-detective bij wie een niet in België gevestigde privé-detective zijn vestigingsplaats gekozen heeft, oefent op deze detective het toezicht uit dat noodzakelijk is voor het naleven van zijn verplichting bepaald in artikel 3, § 2, 3°.

Hij brengt driemaandelijks een verslag uit aan de Minister van Binnenlandse Zaken over de wijze waarop de privé-detective voor wie hij instaat zijn activiteiten uitoefent. Hij is verplicht, zodra hij er kennis van heeft, de bevoegde overheden op de hoogte te brengen van elke tekortkoming van de privé-detective voor wie hij instaat.

Art. 17. De Koning wijst de ambtenaren (en de agenten) aan die belast zijn met het toezicht op de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten. Zij hebben het recht processen-verbaal op te stellen die bewijskracht hebben tot het bewijs van het tegendeel. <W 1996-12-30/37, art. 13, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Een afschrift van het proces-verbaal wordt binnen vijftien dagen te rekenen van de vaststelling van de overtreding aan de overtreder toegezonden.

(In de uitoefening van hun ambt kunnen de in het eerste lid bedoelde personen :

1° zich toegang verschaffen tot het agentschap van de privé-detective tijdens de gewone openings- of werkuren;

2° overgaan tot elk onderzoek, elke controle en elk verhoor, alsook alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten worden nageleefd, en inzonderheid :

a) indien ze het nodig achten, alle personen met kennis van feiten die nuttig zijn voor het goede verloop van het toezicht, ondervragen;

b) ter plaatse de bescheiden, stukken, registers, boeken, schijven, banden of informatiedragers die zij voor hun opsporingen en vaststellingen nodig hebben, doen voorleggen en daarvan uittreksels, afschriften of copies nemen;

c) tegen ontvangstbewijs beslag leggen op de in b) bedoelde documenten noodzakelijk voor het bewijs van een inbreuk op deze wet en haar uitvoeringsbesluiten;

d) indien zij redenen hebben te geloven aan het bestaan van een inbreuk, in de bewoonde lokalen binnentreden, mits voorafgaande machtiging van de rechter bij de politierechtbank. De bezoeken in de bewoonde lokalen moeten tussen acht en achttien uur gebeuren en door minstens twee ambtenaren of agenten gezamenlijk geschieden.

De in het eerste lid bedoelde personen moeten de nodige maatregelen treffen om het vertrouwelijk karakter te respecteren van de persoonlijke gegevens waarvan ze kennis hebben gekregen in de uitoefening van hun opdracht en om te verzekeren dat deze gegevens uitsluitend worden aangewend voor de uitoefening van hun opdracht.

In geval een dossier betreffende de uitvoering van een opdracht door de privé-detective, in beslag wordt genomen, verwittigt deze er de betrokken opdrachtgever van.

De door de Koning aangewezen ambtenaren en agenten kunnen in de uitoefening van hun ambt de bijstand van de gemeentepolitie en van de rijkswacht vorderen.) <W 1996-12-30/37, art. 13, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

De door de Koning aangewezen ambtenaren (en de agenten) kunnen in de uitoefening van hun ambt de bijstand van de gemeentepolitie en van de rijkswacht vorderen. <W 1996-12-30/37, art. 13, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Art. 18. De Minister van Binnenlandse Zaken kan, overeenkomstig een procedure te bepalen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, de vergunning schorsen voor een termijn van ten hoogste zes maanden, of intrekken indien de detective de bepalingen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan niet naleeft.

De in het eerste lid bedoelde besluiten worden met redenen omkleed en worden genomen na de betrokkenen te hebben gehoord.

Art. 19. (Zij die artikel 2 overtreden, worden gestraft met een geldboete van 1 000 frank tot 10 000 frank en met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden, of met één van die straffen alleen. Zij die artikel 7 overtreden, worden gestraft met een geldboete van 1 000 frank tot 100 000 frank en met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden, of met één van die straffen alleen) <W 1996-12-30/37, art. 14, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Zij die de artikelen 4, 5 en 8 van deze wet en de besluiten genomen ter uitvoering van artikel 6 van deze wet overtreden, worden gestraft met geldboete van 1 000 frank tot 10 000 frank.

Zij die de artikelen 9, 12, 13, (...), 16 en 17 van deze wet overtreden worden gestraft met geldboete van 100 frank tot 1 000 frank. <W 1996-12-30/37, art. 14, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Zij die artikel 10 overtreden, worden gestraft met de straffen bepaald in artikel 458 van het Strafwetboek; wanneer de bekendgemaakte inlichtingen betrekking hebben op de persoonlijke levenssfeer, worden zij gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en met geldboete van 500 frank tot 20 000 frank of met een van die straffen alleen.

(Zij die artikel 14 overtreden, worden gestraft met de straffen bepaald in artikel 227 van het Strafwetboek.) <W 1996-12-30/37, art. 14, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

De bepalingen van boek 1 van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn toepasselijk op de strafbare feiten bedoeld (in het eerste tot het vijfde lid). <W 1996-12-30/37, art. 14, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

In geval van herhaling binnen twee jaar na de veroordeling worden de minima en de maxima van de straffen verdubbeld.

HOOFDSTUK V. - Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen.

Art. 20. § 1. Om de kosten voor administratie, investeringen en toezicht, nodig voor de toepassing van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan te dekken, is elke privé-detective aan wie een vergunning is verleend een jaarlijkse heffing verschuldigd. (Het bedrag van de heffing wordt vastgesteld op 15 000 frank). <W 1996-12-30/37, art. 15, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

Dit bedrag wordt gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen zoals bedoeld bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld; (daartoe worden de bedragen gekoppeld aan de spilindex 140,77). <W 1996-12-30/37, art. 15, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

§ 2. In de begroting van het Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt wordt een fonds voor "de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten en de privé-detectives" voorzien.

De opbrengst van de heffing wordt geaffecteerd op de Rijksmiddelenbegroting en is bestemd voor spijzing van het fonds voor de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten en de privé-detectives.

Het fonds wordt aangewend om de kosten voor administratie, investeringen en toezicht nodig voor de toepassing van deze wet en van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten en hun uitvoeringsbesluiten te dekken.

(§ 3. De heffing is verschuldigd vanaf het kalenderjaar tijdens hetwelk de privé-detective zijn vergunning verkrijgt en is evenredig aan het aantal maanden gedurende dewelke de uitoefening van het beroep vergund is.

De heffingsaanslag geschiedt eenmaal per jaar, in de loop van de maand maart. Bij een eerste vergunning geschiedt de heffingsaanslag onmiddellijk.

De Koning wijst de ambtenaren en de agenten aan van het ministerie van Binnenlandse Zaken die belast zijn met de inning en de invordering van de heffing en met de controle op de naleving van de verplichtingen terzake.) <W 1996-12-30/37, art. 15, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997>

§ 4. De Koning bepaalt de wijze van betaling van de heffing.

Van het bedrag van de heffing wordt kennis gegeven bij een ter post aangetekende brief en de betaling wordt gedaan binnen twee maanden na de heffingsaanslag.

Binnen een termijn van dertig dagen na de kennisgeving, kan de heffingsplichtige per aangetekende brief beroep instellen bij de Minister van Binnenlandse Zaken, die binnen dertig dagen uitspraak doet. Bij een met redenen omklede aangetekende brief, gericht aan de heffingsplichtige, kan de Minister van Binnenlandse Zaken die termijn eenmaal verlengen met een periode van dertig dagen.

Wanneer na het verstrijken van de in § 4, tweede lid, bedoelde termijn, de Minister van Binnenlandse Zaken geen uitspraak heeft gedaan, wordt het beroep van de heffingsplichtige als ingewilligd beschouwd.

§ 5. Elke heffingsplichtige die de heffing niet betaalt binnen de wettelijke termijn, is gehouden een administratieve geldboete te betalen die gelijk is aan de helft van de aanslag.

De ambtenaren bedoeld in § 3, vierde lid, kunnen de administratieve geldboete toepassen voor iedere overtreding van de bepalingen van dit artikel, evenals van de ter uitvoering ervan genomen besluiten.

Zij vaardigen een dwangbevel uit. De betekening ervan gebeurt bij gerechtsdeurwaardersexploot.

Op het dwangbevel zijn de bepalingen toepasselijk van het vijfde deel van het Gerechtelijk Wetboek.

De Minister van Binnenlandse Zaken doet uitspraak over de verzoekschriften die de kwijtschelding van de geldboeten tot voorwerp hebben.

Art. 21. <Wijzigingsbepaling van art. 20 van W 1990-04-10/33>

Art. 22. <W 1996-12-30/37, art. 16, 003; Inwerkingtreding : 14-02-1997> § 1. De detective die zijn beroepsactiviteiten reeds uitoefende op 15 april 1991 moet niet voldoen aan de opleidingsvoorwaarde, respectievelijk bedoeld in artikel 3, § 1, 4°, en in artikel 3, § 2, 5°, indien hij de in artikel 2 bedoelde vergunning heeft aangevraagd uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van deze bepaling.

Hij moet niet voldoen aan de voorwaarde, respectievelijk voorzien in artikel 3, § 1, 5°, en in artikel 3, § 2, 6°, tenzij hij is afgezet of van ambtswege ontslagen uit zijn ambt.

§ 2. Het bewijs van de uitoefening van de beroepsactiviteiten op 15 april 1991 kan geleverd worden door alle schriftelijke bewijsmiddelen met uitzondering van de verklaring.

Art. 23. <Wijzigingsbepaling van de § 3 en 4 van art. 22 van W 1991-04-10/33>

Art. 23bis. <ingevoegd bij W 1997-07-18/44, art. 17, 003; Inwerkingtreding : 28-08-1997> Er wordt een Adviesraad inzake Private veiligheid opgericht, wiens opdracht er in bestaat de Minister van Binnenlandse Zaken te adviseren omtrent het beleid inzake de in deze wet beoogde en aanverwante aangelegenheden.

De Koning bepaalt de samenstelling, de taken en de organisatie van deze Raad.

Art. 24. Deze wet treedt in werking één jaar na haar bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, behoudens dit artikel dat onmiddellijk in werking treedt.

De Koning kan evenwel voor iedere andere bepaling van deze wet een vroegere datum van inwerkingtreding vaststellen.